

PRÉFECTURE DU JURA

DIRECTION  
DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de  
de l'Environnement

Tél. 84.85.86.00

ARRÊTÉ N° 262  
26/97

Installations Classées pour la  
Protection de L'Environnement

S.A. SOREGE  
39190 BEAUFORT

LE PRÉFET,

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,
- VU le décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets,
- VU le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi du 15 juillet 1975 susvisée,
- VU l'arrêté préfectoral n° 200 en date du 11 février 1982 autorisant M. MARMET à exploiter une installation de régénération de solvants usagés,
- VU le récépissé de déclaration n° 9 du 16 février 1982 relatif au changement d'exploitant au profit de la S.A. SOREG dont le siège social est à BEAUFORT,
- VU l'arrêté préfectoral n° 496 du 4 juin 1984 modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé,
- VU le récépissé de déclaration n° 38-1987 du 12 août 1987 relatif au changement d'exploitant au profit de la S.A. SOREGE dont le siège social est à BEAUFORT,
- VU la demande en date du 9 avril 1996 par laquelle Monsieur PRENDLELOUP, agissant en qualité de Président Directeur Général de la SOREGE S.A., sollicite l'autorisation d'étendre ses activités dans son établissement situé sur le territoire de la commune de BEAUFORT,
- VU l'arrêté préfectoral n° 517 en date du 10 mai 1996 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée,
- VU le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 3 juin au 3 juillet 1996 et l'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 2 août 1996,

VU l'avis du Conseil Municipal de la commune de :

- . BEAUFORT dans sa séance du 5 juillet 1996,
- . ORBAGNA dans sa séance du 5 juillet 1996,
- . MAYNAL dans sa séance du 5 juillet 1996,
- . ROTALIER dans sa séance du 12 juillet 1996,

VU l'absence d'avis, formulé dans les délais, du Conseil Municipal de VERCIA,

VU l'avis de Monsieur :

- . le Directeur de L'institut National des Appellations d'Origine en date du 17 juin 1996,
- . le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 27 juin 1996,
- . le Directeur Régional de l'Environnement en date du 1er juillet 1996,
- . le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi en date du 3 juillet 1996,
- . le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 8 juillet 1996,

VU l'absence d'avis, formulé dans les délais, des autres chefs de service consultés,

VU l'avis et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté - Inspection des installations classées - en date du

**18 FEV. 1997**

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du **27 FEV. 1997**

Le Pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du département du Jura,

ARRÊTE,

**ARTICLE 1er :** 1.1 La S.A. SOREGE, représentée par son Président Directeur Général, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter à BEAUFORT, lieudit "Le Honry" - section ZH "Les Parzouts", parcelles n° 67a - 67 b et 153 à 163, les installations classées décrites en annexe 1 au présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 200 en date du 11 février 1982 - à l'exception de l'article 1er, alinéa 1.1 - et les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 496 en date du 4 juin 1984.

## TITRE I

### CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

#### **ARTICLE 2 - CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'établissement a pour activité le traitement, prétraitement, regroupement et transit de solvants industriels usagés et de déchets toxiques en quantités dispersées (DTQD).

Le traitement des solvants usagés consiste à les distiller pour régénération puis à incinérer les culots de distillation. Les fûts et les boues de solvants usagés d'une part, les culots de distillation d'une teneur en chlore > 1 % d'autre part, sont envoyés pour traitement à l'extérieur dans une installation autorisée. La capacité maximale de traitement correspondante est de 23 000 t/an de solvants usagés.

Le traitement des DTQD consiste à les trier, les regrouper, traiter la part de solvants usagés sur place et envoyer les autres déchets à l'extérieur pour traitement dans une installation autorisée. La quantité de déchets entrant sur le centre est au maximum de 5 000 t/an.

#### **ARTICLE 3 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES**

Les installations doivent être situées, disposées et aménagées conformément au dossier de demande, et exploitées conformément aux prescriptions qui leur sont imposées par le présent arrêté.

L'exploitant met à la disposition de l'Inspection des installations classées les plans suivants, tenus régulièrement à jour, et l'informe des modifications intervenues :

- plan d'implantation et d'aménagement (les zones définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques, seront mentionnées sur ce plan),

- plan des réseaux d'égouts, schéma des circuits d'eaux,
- plan des stockages en réservoirs, liste des réservoirs destinés au stockage des résidus chlorés,
- plan des parcs à fûts, plan des aires de chargement et de déchargement,
- plan du dispositif de défense contre l'incendie,
- schéma de l'installation d'incinération de déchets industriels.

Les constructions et installations ne devront subir aucune autre affectation que celle qui leur est assignée ; les volumes stockés ne devant pas dépasser la quantité maximale autorisée. Il sera également interdit de stocker ou de traiter des produits ailleurs que dans les installations prévues.

#### **ARTICLE 4 - RÉGLEMENTATION DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant règlement des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées ;

- l'arrêté ministériel du 04 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances ;

- l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées ;

- l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines Installations Classées ;

#### **ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION DES ACTIVITÉS SOUMISES A DÉCLARATION**

Les activités visées à l'article 1.1 du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises, d'une part aux dispositions du présent arrêté, d'autre part aux prescriptions-types relatives aux rubriques correspondantes, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 6 - 6.1 Modifications des installations**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du Jura avec tous les éléments d'appréciation.

##### **6.2 Accidents ou incidents**

Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée.

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 sera déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.



Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'Inspection des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

### 6.3 Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'Inspection des installations classées pourra demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires ; les frais en résultant seront supportés par l'exploitant.

### 6.4 Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'Inspection des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

### 6.5 Transfert des installations

Tout transfert des installations visées à l'article 1er du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

### 6.6 Cessation d'activité définitive

Lorsque l'exploitant mettra à l'arrêt définitif une installation classée, il adressera au Préfet du Jura, dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée et devra comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact subsistant du site sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

### 6.7 Vente de terrains

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

### ARTICLE 7 - DROIT A L'INFORMATION

Les dispositions du décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 susvisées s'appliquent à l'établissement, notamment en ce qui concerne la création d'une commission locale d'information et de surveillance (CLIS). De plus tous les ans, au cours du premier trimestre, l'exploitant doit adresser au Préfet du Jura un rapport d'exploitation des installations de traitement au cours de l'année écoulée qui sera présenté au Conseil Départemental d'Hygiène.

Ce rapport fait le bilan des actions menées en vue de la protection de l'environnement et de la sécurité du voisinage ainsi que le point sur les principaux paramètres relatifs à l'exploitation du Centre.

### ARTICLE 8 - AGRÉMENT VALORISATION DÉCHETS D'EMBALLAGES

Le présent arrêté vaut agrément au titre du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 dans les conditions suivantes.

#### 8.1 Nature des emballages et de la valorisation

NATURE DES EMBALLAGES	QUANTITÉ en tonnes (par an)	TYPE DE VALORISATION
Cartons	60	Thermique
fûts plastiques	60	Thermique
bois (palettes)	300	Matière
fûts métalliques	2000	Matière

#### 8.2 Objectif de valorisation

Conformément aux dispositions de la circulaire du 13 avril 1995 sur les emballages industriels, l'objectif de valorisation est fixé à 60 % en poids. Un état mensuel complété d'un état récapitulatif des 12-derniers mois sera tenu à jour sur les performances du centre en matière de valorisation. Dans la mesure où cet objectif n'est pas atteint, l'exploitant est tenu d'en informer l'Inspecteur des installations classées.

### 8.3 Contrats

**8.3.1** Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser le présent agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

**8.3.2** Dans le cas où la valorisation nécessiterait une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article 8.3.1 ci-dessus. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce ou courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

### 8.4 Documents à tenir à disposition

Pendant une période de cinq ans, devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 :

- Les dates de prise en charge des déchets d'emballage, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement),
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination,
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage,
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

## TITRE II

## PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

### ARTICLE 9 - ALIMENTATION EN EAU

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les branchements d'eaux potables sur la canalisation publique seront munis d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

L'installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totaliseur agréé ; le relevé sera fait mensuellement et les résultats seront inscrits sur un registre.

## ARTICLE 10 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Tout déversement d'eaux résiduaires, traitées ou non, est interdit dans une nappe souterraine.

## ARTICLE 11 - CLASSIFICATION DES EFFLUENTS LIQUIDES

Les effluents liquides comprennent :

- Les eaux vannes sanitaires.
- Les eaux pluviales de voiries et de toitures.
- Les eaux pluviales issues des aires de transfert des produits liquides en vrac, de l'aire de déchargement des fûts, des cuvettes de rétention des stockages de solvants.
- Les effluents de nettoyage du matériel et les effluents de purge du circuit de lavage des fumées de l'incinérateur, les effluents de lavage des fûts.
- Les eaux d'extinction et effluents récupérés, en cas d'incendie, qui doivent être collectés intégralement dans un bassin de sécurité.

## ARTICLE 12 - DESTINATION DES EFFLUENTS

- Les eaux vannes sanitaires et les eaux pluviales de voiries sont acheminées par un réseau collecteur vers le réseau communal d'assainissement débouchant vers la station d'épuration communale.
- Les eaux pluviales de toitures et les eaux pluviales non souillées sont soit récupérées dans un bassin de stockage de 450 m<sup>3</sup> et utilisées comme eaux de procédés, soit rejetées dans le milieu naturel lorsque ce bassin ne peut plus les recevoir.
- Les eaux pluviales souillées, les liquides accidentellement répandus et recueillis dans les cuvettes de rétention, les effluents de nettoyage du matériel, les effluents de purge du circuit de lavage des fumées, les effluents du poste de lavage des fûts sont considérés comme des déchets et doivent être traités comme tels.
- Les eaux et effluents récupérés, en cas d'incendie, dans le bassin de sécurité doivent être stockés. Leur rejet ne peut intervenir qu'avec l'accord de l'Inspection des installations classées sur leur destination (réseau communal d'assainissement ou traitement extérieur pour élimination) et après analyse de leurs caractéristiques.

Aucun rejet d'effluent industriel n'est autorisé sur le site.

### **ARTICLE 13 - RÉSEAU COLLECTEUR DES EFFLUENTS**

Le réseau de collecte des eaux doit être conçu pour éviter toute infiltration dans le sol et son tracé doit permettre un enlèvement facile des dépôts et sédiments. Il doit être réalisé en matériaux capables de résister aux contraintes mécaniques et physiques auxquelles il est soumis en service. Il doit comporter un dispositif efficace pour s'opposer à la propagation des flammes.

Le dispositif de rejet des eaux pluviales doit être aisément accessible. Il est en particulier aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision et à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement.

### **ARTICLE 14 - REJET DES EFFLUENTS**

**14.1** Les eaux pluviales de voiries, de toitures rejetées dans le réseau d'assainissement communal feront l'objet d'une convention de raccordement.

**14.2** Les eaux pluviales collectées dans les cuvettes de rétention et de trop plein de la fosse de stockage doivent satisfaire aux normes suivantes et faire l'objet d'un contrôle par analyse avant rejet afin de vérifier l'absence de toute pollution.

	CONCENTRATION en mg/l
pH	compris entre 5,5 et 8,5
Température	< 30°C
DBO5	30
DCO	125
MES	35
Hydrocarbures totaux	5
Azote	30
Phosphore	10

**14.3** Les liquides recueillis en cas d'incendie ne pourront rejoindre le réseau communal d'assainissement que s'ils respectent les normes en vigueur après accord de l'Inspecteur des installations classées. Dans le cas contraire, l'exploitant procédera à l'analyse de ces liquides et proposera à l'Inspecteur des installations classées les mesures d'élimination qu'il envisage.

#### **ARTICLE 15 - AUTOSURVEILLANCE (Sous-sol et ressources en eau)**

L'exploitant devra faire réaliser une étude hydrogéologique destinée :

- à connaître l'état de pollution du sous-sol (point zéro) et l'influence des rejets en puits perdu ;
- à déterminer la présence et le sens de circulation de nappes souterraines ;
- à définir les caractéristiques d'implantation d'un équipement de contrôle amont et aval ;
- à déterminer les ressources en eau voisines susceptibles d'être affectées par une pollution et les périodes de suivi de ces ressources.

L'étude prévue dans cet article devra être effectuée par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspection des installations classées.

La remise des conclusions de l'étude devra être réalisée dans un délai de 18 mois.

#### **ARTICLE 16 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

##### **16.1 Principes généraux**

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou du sol.

Des consignes sont établies pour définir la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

Seront imperméabilisés et aménagés de manière à récupérer les déversements accidentels et les eaux de ruissellement, les sols et aires suivants :

- aires de stockage des fûts,
- sols des emplacements où sont transvasés des déchets liquides à l'aide de canalisations flexibles, zones de dépotage et de déchargement et zone de prise d'échantillons,
- sols des emplacements où sont traités des déchets liquides ainsi que le sol sur une distance de deux mètres autour de ces installations.

##### **16.2 Capacité de rétention**

###### **16.2.1 Définition**

A tout stockage aérien d'un produit liquide ou pâteux susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associée une capacité de rétention.

Le volume utile de cette capacité de rétention doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :



- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les rétentions utilisées pour le stockage de fûts, leur capacité est au moins égale à 50 % du volume maximum stocké.

### 16.2.2 Conception

La capacité de rétention est construite suivant les règles de l'art, de telle sorte notamment que soient limitées les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite et de telle sorte qu'il ne puisse y avoir mélange de produits incompatibles ; elle doit être étanche, en toutes circonstances, aux produits qu'elle pourrait contenir (produits stockés et leur mélange éventuel, ainsi que ces mêmes produits mis en présence d'eau ou de produits extincteurs,...).

Toutes les précautions doivent être prises pour éviter que les tuyauteries puissent être une cause de détérioration de l'étanchéité des parois.

Les parois doivent pouvoir résister à la poussée et à l'action corrosive des produits éventuellement répandus et présenter, dans le cas d'un stockage associé de produits inflammables, une stabilité au feu de degré 6 heures.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée.

La capacité comporte des dispositifs d'évacuation des eaux de pluie et des eaux utilisées pour la lutte contre l'incendie. Ces dispositifs doivent être résistants au feu et pouvoir être commandés de l'extérieur de la capacité.

En position fermée, ils doivent être étanches aux produits avec lesquels ils pourraient être en contact dans cette position.

### 16.2.3 Règles d'exploitation

Les dispositifs d'évacuation des eaux doivent faire l'objet, par consigne, d'une maintenance et d'une inspection régulière.

De plus, les capacités de rétention doivent être constamment maintenues propres et débarrassées de tous matériaux ou produits non concernés par les stockages.

Avant leur mise en service, les rétentions doivent subir un essai hydraulique afin de s'assurer de leur étanchéité. Pour les rétentions existantes, de tels essais devront être réalisés dans le délai d'un an.

Les modalités de cet essai sont définies en accord avec l'Inspection des installations classées.

Les rétentions sur lesquelles un défaut d'étanchéité est mis en évidence doivent être remises en état dans les délais les plus brefs. Les cuves ou citernes qu'elles contiennent seront vidées avant les travaux de remise en état et les liquides seront stockés conformément aux prescriptions du présent arrêté.

#### 16.3 Bassins de récupération des eaux et effluents d'incendie

En cas d'incendie, les eaux d'extinction retombées au sol et les éventuels effluents doivent être acheminés vers un bassin de sécurité. Celui-ci doit avoir une capacité suffisante pour les contenir.

Dès l'alerte incendie déclenchée, des vannes d'obturation à commande automatique ou manuelle doivent empêcher le cheminement de ces liquides vers le réseau d'assainissement ou vers le milieu naturel.

#### 16.4 Lavage, nettoyage et contrôle des véhicules

Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles seront souillées.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que le Centre soit propre.

Le nettoyage intérieur des citernes routières est interdit sur le site.

### TITRE III

### PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

#### ARTICLE 17 - 17.1 Généralités

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite.

La combustion, notamment à l'air libre, de déchets susceptibles de dégager des fumées ou des odeurs gênantes pour le voisinage est interdite.

### **17.2 Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter l'accumulation de fumées, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, même en cas de fonctionnement anormal des installations (alimentation électrique autonome par exemple,...).

Une trappe de visite des conduits d'évacuation est aménagée.

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisante et notamment les pistes de circulation font l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières, ainsi que l'entraînement par les pluies d'éléments polluants dans le milieu naturel. La fréquence du nettoyage est déterminée sous la responsabilité de l'exploitant. Le matériel de nettoyage doit présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires.

## **ARTICLE 18 - EMISSIONS DIFFUSES**

L'emplacement de l'extrémité supérieure des conduits d'évacuation, l'aération des ateliers et des dépôts ainsi que le chargement et le déchargement des récipients sont tels que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

En cas de nuisances olfactives fondées constatées par l'Inspection des installations classées, l'exploitant fera réaliser, à ses frais, une étude sur les nuisances venant des odeurs produites par le fonctionnement du Centre. Le programme de cette étude sera fixé en accord avec l'Inspection des installations classées. Au vu de cette étude, toutes les dispositions seront prises pour que cessent ces nuisances.

## **TITRE IV**

### **PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS**

## **ARTICLE 19 - PRINCIPES GÉNÉRAUX**

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relatives aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont également applicables.

#### ARTICLE 20 - NIVEAUX ADMISSIBLES

Le niveau acoustique d'évaluation ( $L_r$ ) mesuré en dB(A) ne doit pas dépasser, en limite de propriété :

- . les jours ouvrables de 7h à 20h : 60 dB(A)
- . tous les jours de 22h à 6h : 50 dB(A)
- . au cours des autres périodes : 55 dB(A).

Les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à 3 dB(A).

#### ARTICLE 21 - RÈGLES D'EXPLOITATION

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur (engins de chantier conformes à un type homologué au titre du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention, au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### TITRE V

### IMPACT PAYSAGER

ARTICLE 22 - En limite périphérique du site :

- limite Sud (parcelle n° 67)
- limite Est (parcelle n° 161)
- limites Est et Nord (parcelles n° 159 et 163)

l'exploitant doit mettre en place une haie épaisse d'arbustes et d'arbres d'essences locales mélangées afin que soient dissimulées les installations depuis les maisons environnantes ou la route nationale n° 83.

**TITRE VI**  
**TRAITEMENT DES DÉCHETS ENTRANTS**  
**ET DES DÉCHETS D'EXPLOITATION**

**ARTICLE 23 - PRINCIPES GÉNÉRAUX**

Les déchets sont éliminés conformément aux dispositions de la loi n° 75-663 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et des textes pris pour son application, dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Le producteur doit pouvoir connaître la ou les destinations finales de ses déchets et être à même de juger du service qu'il demande.

La collecte, le stockage et le transport des déchets doivent être conçus et réalisés de manière à éviter tout danger et nuisance pour l'environnement.

L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, (caractéristiques, origine, mode de production...) en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.

En cas d'accident, une enquête doit pouvoir permettre de remonter à l'origine exacte du déchet en cause ou de l'opération concernée.

**ARTICLE 24 - 24.1 Déchets admissibles**

**24.1.1 Provenance des déchets**

Un principe de préférence régionale doit être appliqué. En particulier en cas de délai d'attente jugé inacceptable (supérieur à 2 mois), les déchets produits sur la région doivent pouvoir être traités en priorité par rapport aux déchets produits dans les autres régions ou à l'étranger. Les demandes d'autorisation d'importation de déchets pourront être suspendues.

**24.1.2 Solvants à régénérer**

Les solvants admis sur le site proviennent :

- de la région Franche-Comté et des régions limitrophes,
- des autres régions françaises pour un maximum de 6 500 t/an,
- de l'étranger (importation) pour un maximum de 5 000 t/an,

l'ensemble étant limité à 23 000 tonnes/an de déchets entrants.

définitions) : Ils doivent appartenir aux catégories suivantes (codes déchets et

- C.121 Solvants halogénés
- C.122 Solvants non halogénés
- C.123 Déchets aqueux souillés de solvants et halogénés
- C.124 Déchets aqueux souillés de solvants et non halogénés
- C.161 Boues de peinture, vernis, colle avec phase aqueuse
- C.162 Boues de peinture, vernis, colle avec phase organique
- C.164 Déchets d'encres ou de colorants avec phase organique
- C.225 Loupés et sous produits de fabrication issus de synthèse organique.

#### 24.1.3 Déchets toxiques en quantités dispersées (DTOD) et déchets ménagers spéciaux en transit pour regroupement

Les déchets regroupés sur le Centre sont principalement issus de la région Franche-Comté et des régions limitrophes.

définitions) : Ils doivent appartenir aux catégories suivantes (codes déchets et

- C.101 Liquides, bains, boues acides non chromiques
- C.102 Liquides, bains et boues alcalins non chromiques, non cyanurés
- C.103 Liquides, bains, boues cadmiés cyanurés
- C.104 Liquides, bains, boues cadmiés non cyanurés
- C.105 Liquides, bains, boues chromiques acides
- C.106 Liquides, bains, boues chromiques, non acides
- C.107 Liquides, bains, boues cyanurés
- C.108 Autres liquides, bains, boues, contenant des métaux non précipités
- C.121 Solvants halogénés
- C.122 Solvants non halogénés
- C.123 Déchets aqueux souillés de solvants et halogénés
- C.124 Déchets aqueux souillés de solvants et non halogénés
- C.125 Culots non aqueux halogénés de régénération de solvants
- C.126 Culots non aqueux non halogénés de régénération de solvants
- C.141 Fluides d'usinage aqueux : émulsions huileuses
- C.142 Fluides d'usinage aqueux : solutions vraies
- C.143 Huiles entières d'usinage et de trempe
- C.144 Huiles de transmission hydrauliques
- C.145 Huiles isolantes chlorées
- C.146 Huiles isolantes non chlorées
- C.148 Huiles minérales entières mélangées
- C.149 Eaux de machines à laver les pièces usinées
- C.150 Mélanges liquides eau/hydrocarbures
- C.161 Boues de peinture, vernis, colle avec phase aqueuse
- C.162 Boues de peinture, vernis, colle avec phase organique



- C.163 Déchets de peintures, vernis, colle sans phase liquide
- C.164 Déchets d'encres ou de colorants avec phase organique
- C.165 Déchets d'encres ou de colorants sans phase organique
- C.171 Boues d'usinage avec hydrocarbures
- C.173 Graisses, corps gras, lubrifiants ou filmants d'origine minérale
- C.174 Savons, corps gras, lubrifiants ou filmants d'origine végétale ou animale
- C.182 Déchets de grenaillage
- C.183 Sels de trempe et autres déchets solides de traitements thermiques cyanurés
- C.184 Sels de trempe et autres déchets solides de traitements thermiques non cyanurés
- C.223 Résidus liquides de distillation de fabrication
- C.224 Brais, goudrons, bitumes
- C.225 Loupés et sous-produits de fabrication issus de synthèse organique
- C.241 Acides minéraux, résiduels de traitements chimiques
- C.242 Bases minérales, résiduels de traitements chimiques
- C.245 Autres boues de neutralisation d'effluents acides
- C.246 Autres solutions salines
- C.261 Oxydes métalliques résiduels solides
- C.262 Sels métalliques résiduels solides hors alcalins
- C.263 Sels minéraux résiduels solides cyanurés
- C.264 Sels minéraux résiduels solides non cyanurés
- C.302 Absorbants, adsorbants, matériaux souillés notamment de produits organiques
- C.303 Absorbants, adsorbants, matériaux souillés uniquement de produits inorganiques
- C.304 Matériels souillés
- C.305 Emballages souillés
- C.321 Loupés et chutes de fabrication non pris en compte par les rubriques précédentes
- C.322 Piles, batteries ou accumulateurs usagés
- C.324 Rebut d'utilisation de pesticides
- C.325 Rebut d'utilisation non pris en compte par les rubriques précédentes
- C.326 Déchets chimiques de laboratoire non classables ailleurs du fait de leur conditionnement.

#### **24.2 Déchets non admissibles**

Les déchets suivants ne sont pas admis sur le site :

- déchets explosifs
- déchets radioactifs
- déchets contenant des PCB et PCT dans une teneur  $\geq 50$  mg/kg
- déchets souillés par des germes pathogènes,

et plus généralement tous déchets qui, de par leur nature ou par leurs caractéristiques, ne pourraient être traités efficacement sur le site ou se révéleraient incompatibles avec les conditions de stockage et/ou avec les produits autorisés.

## **ARTICLE 25 - PROCÉDURE D'ACCEPTATION PRÉALABLE DES DÉCHETS**

### **25.1 Information préalable**

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou à défaut au détenteur une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de déchet destiné à être réceptionné :

- la provenance et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur ;
- les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet ;
- La composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de vérifier le respect de l'article 24 ;
- la recherche de la liaison biphényle pour tous les déchets où la présence de chlore aura été mise en évidence. Les échantillons sur lesquels une telle liaison sera mise en évidence feront l'objet d'une analyse de leurs teneurs en PCB-PCT ;
- les modalités de la collecte et de la livraison ;
- les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation ;
- et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question.

Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon des termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet.

### **25.2 Certificat d'acceptation préalable**

L'exploitant doit se prononcer alors, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à prendre en charge le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre, à cet effet, soit un certificat d'acceptation préalable, soit un avis de refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable doit consigner les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants doivent être réalisés :

- la composition chimique principale du déchet brut ;

- les teneurs en chlore et, en cas de réponse positive, teneur en PCB.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable.

Pour les déchets dont les caractéristiques ne peuvent, de par le processus de fabrication dont ils sont issus, subir de variations notables, l'acceptation préalable a une validité d'un an.

Pour les déchets ne satisfaisant pas à cette condition, les analyses de caractérisation doivent être renouvelées à chaque livraison.

Les acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur le site doivent faire l'objet d'un recueil chronologique tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 26 - PROCÉDURE DE RÉCEPTION DES DÉCHETS**

Toute livraison de déchet liquide ou pâteux doit faire l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification à minima :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances ;
- d'une pesée du chargement ;
- d'un contrôle de l'absence de radioactivité du chargement ;
- de la teneur en chlore et, en cas de présence, la teneur en PCB-PCT ;
- de tous autres paramètres représentatifs du déchet tel que défini sur le certificat d'acceptation.

Un des échantillons doit être conservé au moins trois mois à la disposition de l'Inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'Inspection des installations classées doit être prévenue sans délai.

Le mélange de déchets préalablement au contrôle d'admission est interdit.

#### **ARTICLE 27 - PRISE EN CHARGE DES DÉCHETS**

##### **27.1 Solvants usagés**

Les fûts de solvants usagés doivent, dès leur identification, être dirigés dans le hangar à fûts.

Les solvants usagés arrivant en vrac doivent, dès leur identification, être dirigés vers les réservoirs de stockage de solvants à traiter.

### **27.2 DTQD**

A compter de la réception sur le Centre, les déchets liquides devront être soit reconditionnés, soit transvasés, soit régénérés dans un délai d'un mois pour les conditionnements de type fûts, bidons et 3 mois pour les petits conditionnements de type flacons.

Les DTQD devront être repérés de manière à être facilement identifiés.

En cas d'incompatibilité entre des produits, c'est-à-dire susceptibles de produire des réactions chimiques dangereuses, les fûts contenant de tels produits réactifs sont déposés sur des emplacements distincts, sur des rétentions séparées et suffisamment éloignées pour éviter toutes réactions dangereuses.

## **ARTICLE 28 - TRAITEMENT EXTÉRIEUR DES DÉCHETS**

### **28.1 Enlèvement**

L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement.

Il fixe, le cas échéant, un cahier des charges des opérations de transport (itinéraire, fret complémentaire,...).

Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule l'exploitant s'assure que :

- le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté,
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet ;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité ;
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.

Le transvasement des déchets ne peut être effectué qu'après réception des données fournies par le laboratoire.

L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, (pompes, flexibles, chariots élévateurs, ponts roulants...) avec les déchets. Il s'assure que les opérations d'enlèvement ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

L'utilisation de moyens mobiles de pompage doit faire l'objet de consignes particulières.

Le transvasement des déchets liquides inflammables doit être effectué conformément aux règles fixées à l'article 51 du présent arrêté.

L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi, lors de la remise de ses déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 (J.O. du 16 février 1985) pris en application de la loi du 15 juillet 1975 susvisée. L'exploitant mentionne en outre l'identité des producteurs initiaux concernés et les quantités de déchets correspondantes lorsque ceux-ci ont fait l'objet d'un simple transit.

Ce bordereau lui est retourné par l'entreprise destinataire, dans un délai d'un mois suivant l'expédition des déchets, et doit être conservé pendant au moins trois ans.

## **28.2 Elimination**

Les déchets qu'il convient de faire traiter à l'extérieur du centre sont constitués :

- des déchets réceptionnés sur le Centre, qui ont fait ou non l'objet d'un tri, d'un transvasement, d'un reconditionnement et dont le Centre ne peut assurer le traitement d'élimination ;

- des déchets issus de l'activité du Centre et des déchets entrants mis en oeuvre (culots chlorés de régénération, déchets provenant du broyage des fûts, résidus de l'incinération) ;

- des eaux diverses, liquides divers et effluents aqueux de lavage traités en application de l'article 12 du présent arrêté.

Le tonnage des déchets éliminés en centre d'enfouissement technique est limité à :

- 200 tonnes/an pour les DIB,
- 15 tonnes/an pour les DIS (cendres d'incinération).

L'exploitant doit veiller à la bonne élimination de ces déchets, même s'il a recours au service de tiers. Il s'assure du caractère adapté des moyens et procédés mis en oeuvre et rédige une consigne interne définissant les précautions à prendre, tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées. Il définit, le cas échéant, un cahier des charges spécifique à l'élimination de certains de ses déchets en liaison avec l'éliminateur final.

## **ARTICLE 29 - SUIVI DES CIRCUITS D'ELIMINATION**

**Registre d'entrée** : chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de chaque déchet, les modalités de transport, l'identité du transporteur, les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyses) et le numéro du certificat d'acceptation correspondant. Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

**Registre sortie** : chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

En ce qui concerne les solvants régénérés destinés à la réutilisation, un registre sortie doit mentionner, pour chaque expédition, le destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement.

Les récipients contenant ces solvants régénérés doivent être pourvus d'un étiquetage réglementaire d'information du produit.

**Registre d'opération ou journal** : pour tout regroupement de déchet, l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves. L'identification des produits situés sur le site doit être tenue à jour à chaque fin de poste et sera complète. Elle sera complétée des données physico-chimiques ou de la fiche de données sécurité.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Une comptabilité mensuelle des déchets incinérés ainsi qu'un état journalier des stockages doivent être tenus et présentés à l'Inspection des installations classées sur sa demande.

L'Inspection des installations classées doit être destinataire chaque trimestre d'un état détaillé des déchets entrés, regroupés, éliminés sur place et enlevés, avec indication de leur zone de provenance et, chaque année, d'un état récapitulatif.

L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.



## TITRE VII

## SÉCURITÉ

### **ARTICLE 30 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **30.1 Clôture**

Le Centre doit être entouré d'une clôture robuste d'une hauteur minimale de 2 mètres et disposée à 10 mètres au moins de toute construction ou dépôt présentant des risques (dépôts aériens, hangar à fûts, hangar DTQD, atelier de régénération, incinérateur).

#### **30.2 Surveillance du site**

En dehors des heures d'ouverture de la société, une veille permanente sera assurée par une société de surveillance au moyen d'un dispositif de télésurveillance. Le système de protection doit assurer, à minima, la détection incendie précisée aux articles spécifiques des installations.

Parallèlement, l'exploitant prendra les dispositions pour assurer un service d'astreinte au sein de l'Entreprise, les personnes concernées seront familiarisées avec les installations, les risques encourus et recevront, si nécessaire, une formation particulière.

L'exploitant fixera dans des consignes, qui ne devront être remises qu'aux personnes directement intéressées et tenues à la disposition de l'Inspecteur des installations classées :

- les règles d'organisation, de fonctionnement et de maintenance du dispositif de télésurveillance,

- la nature exacte des prestations et des obligations à la charge de la Société de surveillance, ainsi que toutes précisions nécessaires à la bonne exécution de sa mission (définition des heures de fermeture des installations, codes confidentiels de communication, comportement à adopter dans les diverses situations susceptibles de se présenter, personnes d'astreinte...)

#### **30.3 Accès, voies et aires de circulation**

Les voies de circulation et d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages,...) susceptible de gêner la circulation. Les bâtiments seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 mètres,
- rayons intérieurs de giration : 11 mètres,
- hauteur libre : 3,50 mètres,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Le franchissement des voies et aires de circulation par les tuyauteries aériennes s'effectue à une hauteur minimale de 4,60 mètres.

Les tuyauteries et câbles électriques en tranchées franchissant les voies et aires sous des ponceaux ou dans des gaines sont protégés ou enterrés à une profondeur suffisante pour éviter toute détérioration.

#### **ARTICLE 31 - IMPLANTATION DES INSTALLATIONS PRÉSENTANT DES RISQUES**

L'exploitant est tenu d'informer au plus tôt le Préfet de tout projet parvenu à sa connaissance et susceptible d'affecter les éléments d'information fournis dans son étude d'impact et/ou son étude de danger.

#### **ARTICLE 32 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS**

##### **32.1 Conception des bâtiments et locaux**

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

##### **32.2 Alimentation électrique**

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

##### **32.3 Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation**

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;

- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages,...).

### **32.4 Mise à la terre**

Les appareils et masses métalliques (machines, réservoirs, manutention...) contenant des liquides inflammables doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre est unique dans la mesure du possible et effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle du paratonnerre.

La valeur des résistances de terre est périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

Lors d'une opération de transfert entre deux récipients fixes ou mobiles, la continuité électrique entre les récipients, fûts et canalisations de transfert, doit être assurée préalablement. L'ensemble doit être relié à une prise de terre.

### **32.5 Protection contre la foudre**

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 modifié relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées est applicable immédiatement aux installations construites. L'étude préalable visée dans l'arrêté susvisé doit être réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté. La mise en place des équipements nécessaires à la protection contre la foudre devra intervenir dans un délai d'un an à compter de la même date pour les installations existantes.

### **32.6 Systèmes d'alarme et de mise en sécurité**

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique devront être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité par des dispositifs indépendants de son système de conduite.

### **32.7 Installations annexes**

Si un réservoir ou des fûts sont destinés à alimenter une installation, il doit exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manoeuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Aucune bouche d'égout ne doit être située dans une zone où sont susceptibles d'être déversés des liquides inflammables.

## **ARTICLE 33 - ZONES DE SÉCURITÉ**

### **33.1 Dispositions générales**

#### **33.1.1 Définitions**

Les zones de sécurité sont constituées par des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations ou d'incidents, un risque est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site.

#### **33.1.2 Délimitation des zones de sécurité**

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité de l'établissement. Il tient à jour et à la disposition de l'Inspection des installations classées un plan de ces zones.

Ces zones de sécurité comprendront pour le moins les zones de risques incendie ou explosion.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

### **33.2 Zones de risques incendie**

Les zones de risques incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations industrielles de l'établissement.

L'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones de risque incendie de l'établissement. Il tiendra à jour, et à la disposition de l'Inspection des installations classées, un plan de ces zones. Tout local comportant une zone de risques incendie sera considéré dans son ensemble comme zone de risques incendie.

Les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de risques incendie en complément aux dispositions générales de sécurité.

#### **33.2.1 Comportement au feu des structures métalliques**

Les éléments porteurs des structures métalliques devront être protégés de la chaleur lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre ou peut compromettre les conditions d'intervention.

### **33.2.2 Dégagements**

Dans les locaux comportant des zones de risque incendie, les portes s'ouvriront facilement dans le sens de l'évacuation, elles seront pare-flammes une demi-heure et à fermeture automatique.

Les bâtiments et unités couverts, concernés par une zone de sécurité, seront aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

### **33.2.3 Désenfumage**

Le désenfumage des locaux devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvrages ne devra pas être inférieure au 2/100 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements de désenfumage devra pouvoir se faire manuellement, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique.

Les commandes des dispositifs d'ouverture devront facilement être accessibles.

### **33.2.4 Prévention**

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc.).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mise à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans les zones de risques incendie.

## **33.3 Zone de risque d'atmosphère explosive**

### **33.3.1 Définition et délimitation**

Les zones de risque explosion comprendront les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

### **33.3.2 Conception générale des installations**

Les installations comprises dans ces zones seront conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

### **33.3.3 Matériel électrique**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Le matériel électrique devra être conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 1er janvier 1981.

Les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état.

Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

## **ARTICLE 34 - PLAN D'OPÉRATION INTERNE**

L'exploitant doit réaliser un plan d'opération interne. Ce plan précise les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention, l'évaluation des risques et les moyens nécessaires à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan est transmis à M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile et à l'Inspection des installations classées. Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

Ce plan est établi à l'avance par le Chef d'Etablissement. Il est déclenché pour tout incident autre que mineur et il est applicable jusqu'au déclenchement par le Préfet d'un éventuel plan particulier d'intervention.

Le plan d'opération interne réalisé sera actualisé lors de chaque évolution significative de l'établissement, et à minima une fois par an, et transmis à M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile et à l'Inspection des installations classées.

L'exploitant tient à disposition toutes les informations nécessaires aux autorités compétentes pour leur permettre d'établir un plan particulier d'intervention et les plans d'urgence.



## **ARTICLE 35 - RÈGLES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ**

Le règlement général de sécurité est élaboré par l'exploitant. Il s'applique à tout le personnel de l'établissement ainsi qu'à toute personne admise à y pénétrer. Il fixe le comportement à observer dans l'enceinte de l'établissement, en particulier :

- les conditions de circulation,
- les précautions à prendre en ce qui concerne les feux nus,
- la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie.

Ce règlement est remis à toute personne admise à travailler dans l'établissement ; décharge écrite en est demandée.

Il est affiché à l'intérieur du site.

## **ARTICLE 36 - CONSIGNES**

### **36.1 Recueil des consignes**

L'ensemble des consignes applicables à l'établissement doivent être réunies dans un recueil mis à disposition de l'Inspection des installations classées, chaque consigne devant porter la date de sa dernière mise à jour.

### **36.2 Consignes générales de sécurité**

Ces consignes précisent :

- les modes opératoires d'exploitation,
- les règles d'utilisation du matériel de protection individuelle ou collective,
- les mesures d'urgence à prendre et moyens à mettre en oeuvre en cas d'accident (incendie, épandage de produits divers,...),
- les opérations qui doivent être exécutées avec une autorisation spéciale et qui font l'objet de consignes particulières (permis de feu),
- les personnes habilitées à donner des autorisations spéciales.

### **36.3 Consignes particulières de sécurité**

Ces consignes visent les activités soumises à autorisation spéciale. Elles précisent notamment les conditions de travail, le matériel incendie à prévoir, la surveillance pendant et après le travail.

Les autorisations spéciales sont nominatives, de durée limitée et signées par une personne habilitée par le Chef d'Etablissement.

### **36.4 Consignes d'incendie**

Ces consignes précisent notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,

- la composition des équipes d'intervention,
- la fréquence des exercices,
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours,
- les modes de transmissions et d'alerte,
- les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer des appels,
- les personnes à prévenir en cas de sinistre,
- l'organisation du contrôle des entrées et de la police intérieure en cas de sinistre.

#### **ARTICLE 37 - FORMATION DU PERSONNEL**

Le personnel de l'établissement affecté aux opérations de réceptions, manipulations et éliminations des déchets entrant sur le site doit être formé à cet effet et informé des risques potentiels présentés par ces déchets et des diverses consignes susceptibles de le concerner et de la conduite à tenir en cas d'accident.

Toutes dispositions doivent être prises pour identifier les matières dangereuses et connaître leurs caractéristiques afin d'assurer en toute sécurité les diverses opérations (réception, manipulation, élimination).

Une information dans le même sens sera fournie aux personnels des entreprises extérieures sous traitantes amenées à intervenir sur le site.

La qualification du personnel et les moyens permettant d'identifier ces matières et leur comportement (documents techniques à jour, matériel d'analyse, appareil de mesure du point éclair, etc.) constituent le minimum de ces dispositions.

Le personnel doit être entraîné périodiquement, au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois tous les trois mois, à la mise en oeuvre des matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution des diverses tâches prévues dans le plan d'opération interne.

Un exercice annuel est réalisé en commun avec les sapeurs-pompiers, après entente entre le Chef d'Entreprise et les autorités dont dépendent les sapeurs-pompiers ou services spécialisés. L'Inspection des installations classées sera informé, en temps utile, de la tenue de cet exercice.

Le personnel doit participer à un exercice sur feu réel au moins une fois par an.

Pour toute opération de manipulation, de stockage ou de transport de produits toxiques ou dangereux, le personnel ainsi que le Service Départemental d'Incendie et de Secours doivent être informés des risques potentiels (toxicologie, incendie, explosion,...) et des moyens de prévenir ou de limiter les conséquences d'un accident (agents d'extinction à utiliser,...). A cette fin, le journal prévu à l'article 29 sera tenu à leur disposition.

### **ARTICLE 38 - RÉSERVES DE SÉCURITÉ ET UTILITÉS**

L'établissement disposera de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, obturateurs, produits absorbants, produits de neutralisation,...

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations, ainsi qu'au maintien des installations concourant au respect des normes de rejet.

### **ARTICLE 39 - RÈGLES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION**

La manipulation des produits (dépotage, stockage...) est assurée en fonction de leur compatibilité.

Les produits sont stockés suivant l'agent extincteur à utiliser.

La nature de l'agent extincteur est signalée.

Si l'emploi d'eau comme agent d'extinction est prohibé, cette interdiction est affichée de façon bien apparente et inaltérable au niveau du stockage concerné.

L'établissement doit être muni de masques respiratoires de secours adaptés au risque, en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel doit être entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de masque.

Des lunettes, des gants et équipements de protection sont mis à la disposition du personnel appelé à manipuler des produits caustiques ou acides.

A proximité de chaque point de manipulation des acides ou bases sont installées des douches à commande automatique par pression des pieds ainsi que des dispositifs automatiques de rinçage des yeux.

### **ARTICLE 40 - POINTS CHAUDS**

Il est interdit de fumer à l'intérieur de l'établissement, sauf dans les zones répertoriées et signalées définies sous la responsabilité de l'exploitant. Une signalisation en ce sens sera implantée.

Les feux nus sont interdits dans l'enceinte de l'établissement, à l'exception de ceux qui sont indispensables à son bon fonctionnement (chaufferies, ateliers, laboratoires, etc.). Ces feux doivent être obligatoirement en dehors des zones non feu.

Les travaux nécessitant la mise en oeuvre des points chauds dans les zones non feu doivent obligatoirement donner lieu à l'établissement de consignes particulières, conformément à l'article 36 du présent arrêté. Ces travaux doivent faire l'objet d'un permis de feu.

#### **ARTICLE 41 - CIRCULATION DES VÉHICULES**

Les engins motorisés de manutention utilisés pour l'exploitation (tels que chariots élévateurs...) appelés à circuler en zone de type non feu doivent être de sûreté.

L'accès des véhicules routiers aux zones d'exploitation ne sera admis qu'en présence d'une personne de l'entreprise.

La vitesse maximale des véhicules routiers est fixée en fonction des caractéristiques des voies, aires ou passage de circulation.

Tout stationnement de véhicule est interdit dans les zones non feu (cette disposition ne vise pas les véhicules en cours ou en instance de chargement ou de déchargement).

L'accès en zone d'exploitation est interdit aux véhicules à allumage commandé qui ne sont pas de sûreté à moins d'une consigne spéciale de circulation et d'un permis de circuler détenu par le conducteur du véhicule.

Au stationnement, les moteurs des véhicules doivent être arrêtés. L'usage des avertisseurs est interdit.

Toute présence de véhicule-citerne est interdite sur le site en dehors des heures d'ouvertures.

#### **ARTICLE 42 - MATÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

**42.1** L'établissement doit être doté de moyens internes de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques suivant les principes décrits ci-après :

- Un système de vannes, à l'abri des flux thermiques, devra permettre d'alimenter soit en eau, soit en solution moussante les couronnes de refroidissement de chacun des réservoirs. Ce dispositif pourra concerner simultanément un ensemble de réservoirs à condition qu'ils soient situés dans la même cuvette de rétention.

- Le dispositif de lutte contre l'incendie doit pouvoir être déclenché à distance par une action volontaire.

- Un dispositif de pompes de secours doit pouvoir secourir le dispositif de pompes principales.

**42.2** Le réseau d'incendie doit se décomposer à minima :

- d'un réseau d'eau alimentant les 4 poteaux d'incendie normalisés disposés à la périphérie du site ;

- d'un réseau en solution moussante alimentant des lances à mousse équipant le hangar à fûts et le hangar DTQD,

- d'un ou plusieurs réseaux permettant d'alimenter en solution moussante ou en eau les couronnes de refroidissement et en solution moussante les boîtes à mousses des cuvettes de rétention de chacun des deux stockages ainsi que le rideau protégeant le poste de chargement-déchargement. Les boîtes à mousse doivent être équipées d'un robinet d'isolement.

**42.3** Pour assurer la défense incendie, l'exploitant devra détenir à minima sur le site une réserve de 560 m<sup>3</sup> d'eau reliée aux différents réseaux cités ci-dessus. Par ailleurs, une réserve d'au moins 240 m<sup>3</sup> pouvant être commune à la réserve de 560 m<sup>3</sup>, doit être accessible aux véhicules de lutte contre l'incendie.

- Le bassin de collecte et de stockage des eaux d'incendie visée à l'article 16.3 devra être maintenu vide en permanence de façon à pouvoir collecter intégralement les eaux d'incendie. Il devra avoir une capacité minimale de 600 m<sup>3</sup>.

- L'exploitant devra détenir à minima une capacité de 10,5 m<sup>3</sup> d'émulseur permettant d'alimenter le ou les réseaux de refroidissement et d'extinction en mousse décrits, dont 3 m<sup>3</sup> devront pouvoir être mis à disposition des services d'intervention de lutte contre l'incendie.

- Chaque compartiment des cuvettes de rétention de chacun des 2 stockages aériens doit être équipé de boîtes à mousse permettant d'obtenir un taux d'application d'au moins 5l/mn/m<sup>2</sup>. Le nombre et la positionnement de ces boîtes pourront être définis en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

**42.4** Le dispositif précité ci-dessus doit être complété par des extincteurs disposés près des installations à protéger et dont le nombre, la capacité et la nature, sont adaptés aux risques présentés par ces installations.

En outre, on doit pouvoir disposer d'un dispositif de détection incendie notamment dans le hangar à fûts, dans le hangar des DTQD et dans l'atelier de régénération complété par un réseau d'alarme et d'alerte.

Le bassin de collecte et de stockage d'eaux de process d'une capacité de 450 m<sup>3</sup> ne peut pas être utilisé comme réserve d'eau incendie.

## TITRE VIII

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES

#### AU DÉPÔT AÉRIEN DE SOLVANTS USAGÉS,

#### AU DÉPÔT AÉRIEN DE SOLVANTS RÉGÉNÉRÉS

#### ET AUX AIRES DE TRANSFERT DES PRODUITS LIQUIDES EN VRAC

**ARTICLE 43** - Le dépôt aérien de solvants usagés, le dépôt aérien de solvants régénérés et les aires de transfert des produits liquides en vrac sont soumis aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides de capacité fictive au plus égale à 1 000 m<sup>3</sup> définies par l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 modifié par l'arrêté ministériel du 19 novembre 1975.

Les solvants stockés peuvent être ininflammables, inflammables, chlorés ou non chlorés.

Lorsqu'ils sont inflammables, les produits entreposés sont constitués exclusivement de liquides classés peu inflammables ou inflammables de 1ère et 2ème catégorie au sens de la rubrique 1430 de la nomenclature.

Aucune substance ou préparation classée toxique, très toxique au sens des rubriques 1000 et suivantes de la nomenclature ou appartenant à la liste des substances toxiques particulières de la rubrique 1150 ne sont entreposées dans ces dépôts.

**ARTICLE 44** - Pour les dépôts aériens de solvants usagés ou régénérés, la capacité des différents réservoirs et leur affectation doivent être conformes au contenu du dossier de demande.

#### **44.1 Dépôt de solvants usagés**

Il comprend 27 réservoirs d'une capacité totale de 944,5 m<sup>3</sup> ainsi répartis :

- . 4 réservoirs de stockage des culots de distillation de 7,5 à 70 m<sup>3</sup> (119,5 m<sup>3</sup>),
- . 1 réservoir de stockage de fioul domestique (7,5 m<sup>3</sup>),
- . 22 réservoirs de solvants à régénérer de 25 à 70 m<sup>3</sup> (817,5 m<sup>3</sup>). Les solvants issus d'une opération de regroupement et qui ne font que transiter dans l'établissement doivent être stockés dans des réservoirs d'une capacité maximale de 30 m<sup>3</sup>.

#### **44.2 Dépôt de solvants régénérés**

Il comprend 15 réservoirs d'une capacité totale de 544 m<sup>3</sup> et d'une capacité unitaire de 32 à 100 m<sup>3</sup>.



#### **ARTICLE 45 - RÈGLES D'EXPLOITATION**

Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques, notamment du fait des véhicules.

Les stockages sont fondés sur des socles de protection afin de prévenir les risques de corrosion en partie basse.

Les cuves sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct.

Les stockages, matériels de pompage et canalisations doivent être conçus de façon à éviter les risques d'obturation de ces dernières.

Les cuves ont une affectation précise et sont clairement identifiées.

Les canalisations et stockages doivent être repérés par des marquages facilement visibles et lisibles permettant de reconnaître aisément la nature des fluides véhiculés et contenus afin d'éviter toute fausse manoeuvre ou réaction intempestive. Ces repérages doivent être reportés précisément sur le plan prévu à l'article 3 du présent arrêté qui fait apparaître l'origine et la destination des fluides véhiculés.

Les vannes de pied de réservoir doivent être de type sécurité feu, commandables à distance et à sécurité positive. Ces équipements sont d'application immédiate pour le nouveau dépôt et à réaliser dans un délai d'un an pour l'ancien dépôt.

Un dispositif antisiphonnage équipera les cuves munies de tuyau plongeur (situé au dessus des cuves) servant à leur déchargement.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours est informé de ces marquages.

#### **ARTICLE 46 - RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DES RÉSERVOIRS**

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant à tout moment de connaître le volume du liquide contenu.

Sur chaque canalisation de remplissage, et à proximité de l'orifice, doivent être mentionnés de façon apparente la capacité du réservoir qu'elle alimente et le type du produit contenu dans le réservoir.

Toute possibilité de débordement de réservoir en cours de remplissage doit être évitée soit par un dispositif de trop plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit par un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et un signal d'alarme.

**ARTICLE 47 - RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DES TUYAUTERIES ET ROBINETTERIES**

Les tuyauteries doivent être soit aériennes, soit placées dans un caniveau permettant la détection d'une fuite et satisfaisant aux dispositions suivantes :

- le caniveau est étanche et résistant à l'action des produits véhiculés. Il fait office de rétention en cas de rupture de la tuyauterie. Il ne doit pas y avoir de jonction directe avec le réseau d'eau potable ;

- il est aménagé avec une pente suffisante pour éviter l'accumulation de détritiques et pour recueillir aisément les effluents éventuels. La reprise de ces effluents se fait par un dispositif à commande manuelle, ils sont traités conformément aux prescriptions du présent arrêté ;

- il est couvert de façon à limiter les infiltrations des eaux de ruissellement et à supporter les charges des véhicules amenés à circuler sur ce caniveau ;

- il doit être visitable et permettre d'effectuer les réparations nécessaires sur la tuyauterie.

En aucun cas ces tuyauteries ne doivent être situées dans les égouts ou dans les conduits en liaison directe avec les égouts.

Des robinets d'arrêt judicieusement répartis doivent permettre d'isoler toute partie défectueuse de l'installation.

Au passage des tuyauteries à travers des murs, l'étanchéité doit être assurée par des dispositifs résistants au feu.

Le passage au travers des murs en béton doit permettre la libre dilatation des tuyauteries.

Les tuyauteries doivent sortir des cuvettes qu'elles desservent aussi directement que possible et ne doivent, en principe, traverser aucune autre cuvette. Une telle traversée est toutefois admise lorsque les vannes de pied de réservoirs sont disposées de telle sorte qu'en cas de feu dans l'une ou l'autre cuvette, celles des réservoirs de la cuvette non touchée par le feu puissent être accessibles pour leur manœuvre.

L'emploi de tuyauteries vissées d'un diamètre supérieur à 50 mm est interdit à l'intérieur des cuvettes de rétention lorsque le vissage n'est pas complété par un cordon de soudure.

## **ARTICLE 48 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX**

### **48.1 Règles d'exploitation**

Un examen extérieur des parois latérales et, éventuellement, du fond des réservoirs ainsi que des supports doit être réalisé au moins semestriellement, l'exploitant contrôle l'état du réservoir (soudures, corrosion, épaisseur...) et le fonctionnement des organes de sécurité associés au réservoir (soupape, limiteur de remplissage, organes de respiration...).

Un rapport de visite sera établi et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Il doit conclure sur l'état du réservoir, son maintien ou non en service et les mesures éventuelles à prendre. Si l'examen a révélé un suintement, une fissuration ou une corrosion, on doit procéder à la vidange complète du réservoir après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et d'y remédier. Au vu du rapport, l'Inspection des installations classées pourra exiger la mise en oeuvre de ces conclusions. Il pourra aussi demander que des visites supplémentaires, ou à une fréquence plus rapprochée, soient effectuées en cas de suspicion sur l'état des réservoirs.

Dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procédera ou fera procéder à une épreuve hydraulique de ces réservoirs aériens de stockage renouvelée dans un délai n'excédant pas 10 ans. Cet essai devra comprendre une phase de mise en surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bars.

Les réservoirs sont régulièrement débarrassés des dépôts ou tartres.

Le bon état des canalisations et des joints sera vérifié fréquemment.

L'utilisation permanente (d'une durée supérieure à une semaine) de flexibles aux emplacements où il est possible de monter des tuyauteries rigides est interdite.

La longueur des tuyauteries flexibles utilisées occasionnellement doit être réduite dans toute la mesure du possible.

Pour véhiculer des matières dangereuses, les tuyauteries flexibles de chargement-déchargement doivent être conformes aux prescriptions de l'article 1031 du règlement pour le transport des matières dangereuses (arrêté ministériel modifié du 15 avril 1945).

### **48.2 Cuvettes de rétention**

Les dépôts aériens de solvants doivent être équipés de rétentions bétonnées étanches munies d'une vanne d'évacuation maintenue fermée en position normale. Cette vanne doit être résistante au feu.

L'évacuation des eaux pluviales est effectuée par une personne qualifiée. La destination des eaux souillées et des liquides accidentellement répandus dans les cuvettes de rétention doivent être conformes aux dispositions de l'article 12 du présent arrêté.

La cuvette de rétention du dépôt de solvants usagés comporte 3 compartiments sélectifs. La rétention totale entre murs extérieurs a un volume de 1 200 m<sup>3</sup>.

La cuvette de rétention du dépôt de solvants régénérés est divisée en 4 compartiments. La rétention totale a un volume de 295 m<sup>3</sup>.

Les murs de séparation des cuvettes par compartiment doivent avoir une hauteur minimale de 0,70 m.

Les murs extérieurs et de séparation des cuvettes de rétention doivent notamment respecter les dispositions de l'article 16 en ce qui concerne la résistance à la poussée, à la corrosion et au feu.

La ou les cuves affectées au stockage de produits ininflammables ou chlorés doivent avoir leur propre rétention.

## **ARTICLE 49 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

### **49.1 Inertage**

Les réservoirs dans lesquels sont stockés des solvants usagés ou régénérés doivent être dotés d'un dispositif d'inertage à l'azote de la partie libre. Cette installation doit être munie d'organes de contrôle qui déclenchent une alarme en cas de mauvais fonctionnement et stoppent l'installation.

### **49.2 Captage des vapeurs de solvants**

Lors du chargement d'un camion-citerne de transport pour enlèvement, les vapeurs rejetées lors de ce chargement doivent être captées et traitées avant rejet à l'atmosphère.

## **ARTICLE 50 - AIRES DE TRANSFERT DES LIQUIDES EN VRAC**

Elles comprennent, d'une part, l'aire de déchargement normal et de chargement des camions-citernes et, d'autre part, l'aire de filière directe utilisée pour le déchargement des véhicules dont le contenu est traité immédiatement dans l'atelier de régénération, sans passer par les réservoirs du dépôt.

Ces aires sont conçues pour recueillir et retenir les égouttures et les écoulements accidentels pendant ces opérations. A cet effet un tampon de fermeture étanche doit être mis en place pendant toute la durée de chaque opération de transfert sur la canalisation d'écoulement des eaux pluviales.

Le volume utile de rétention sera de 30 m<sup>3</sup>. La surface correspondra au minimum à l'emprise des véhicules.

Elle doit être conçue de manière à ne pas créer de difficultés supplémentaires aux manoeuvres et à l'évacuation rapide des véhicules.

## **ARTICLE 51 - CHARGEMENT ET DÉCHARGEMENT DES LIQUIDES**

### **51.1 Règles de transfert**

Sans préjudice des dispositions du Règlement pour le transport des matières dangereuses par route (RTMDR), le chargement ou le déchargement des liquides inflammables en citernes routières doit être réalisé suivant une consigne établie par l'exploitant.

### **51.2 Surveillance des opérations**

L'opération de chargement ou déchargement doit être placée sous la surveillance permanente d'une personne compétente de l'établissement.

Cette dernière doit être instruite des dangers et risques que représentent de telles opérations.

Elle doit s'assurer, avant toute opération de dépotage, que les conditions énoncées ci-dessus sont respectées, que le volume libre du réservoir est suffisant et que le stockage utilisé correspond à la nature du produit livré.

Elle doit être parfaitement informée de la conduite à tenir en cas d'incendie ou de déversement accidentel et entraînée à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

Le niveau des liquides contenus dans les réservoirs doit être connu et vérifiable à tout moment.

### **51.3 Remplissage des réservoirs de stockage**

Le remplissage en pluie des réservoirs, réacteurs et fûts de liquides inflammables est interdit.

Il est effectué à la source ou par le dôme, sous réserve que le tube plongeur et son embout soient en matériaux non ferreux.

Lorsque le tube plongeur n'est pas métallique, l'embout doit être rendu conducteur et relié électriquement à la tuyauterie fixe du poste de chargement.

Le tube plongeur doit être de longueur suffisante pour atteindre le fond et permettre un écoulement sans projection.

## **ARTICLE 52 - PRÉVENTION DES INCENDIES ET EXPLOSIONS**

Les moyens de lutte contre les incendies doivent comprendre, outre les moyens généraux :

- sur chaque réservoir des deux dépôts, une couronne de refroidissement fixe installée en partie haute permettant un débit d'aspersion sur les réservoirs concernés de 175 m³/h,

- pour l'aire de transfert des liquides une lance mixte de refroidissement et d'extinction avec émulsion d'un débit de 24 m<sup>3</sup>/h,

- pour l'aire de filière directe des rampes d'arrosage d'un débit de 48 m<sup>3</sup>/h et un système d'extinction avec émulsion.

## TITRE IX

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES

#### AU HANGAR DE STOCKAGE

#### DE TRAITEMENT DES FûTS DE SOLVANTS USAGES

#### ET DES FûTS DE SOLVANTS RÉGÉNÉRÉS

**ARTICLE 53 -** Le hangar de stockage et de traitement des fûts de solvants usagés abrite les installations suivantes :

- une aire extérieure de déchargement des fûts,
- une aire de tri et de pompage,
- des zones de dépôts de fûts stockés en attente de traitement,
- une chaîne de traitement (perçage, vidange, lavage, broyage),
- un dépôt de stockage des fûts de solvants régénérés avant expédition.
- une aire de remplissage des fûts de solvants régénérés.

La capacité totale de stockage est de 5 000 fûts au maximum.

Lorsqu'ils sont inflammables, les produits entreposés sont constitués exclusivement de liquides classés peu inflammables ou ininflammables de 1ère et 2ème catégorie au sens de la rubrique 1430 de la nomenclature.

### **ARTICLE 54 - RÈGLES DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT**

Les structures porteuses, les parois et la toiture doivent être en matériaux incombustibles.

Un mur coupe-feu de degré 2 heures doit séparer les 5 zones définies ci-dessous ainsi que :

- l'aire de stockage des fûts de produits chlorés ininflammables, de l'aire de stockage des fûts de produits inflammables ; chacune de ces aires doit avoir sa propre rétention ;

- l'aire de stockage des fûts régénérés de produits ininflammables avec l'aire de stockage des fûts de produits inflammables, chacune de ces aires doit avoir sa propre rétention ;



- la chaîne de traitement des fûts, des aires de stockage ;
- le poste de vidange des fûts, du poste de broyage.

Le sol du bâtiment doit être bétonné, étanche et former, sous les stockages, cuvettes de rétention de capacités minimum satisfaisant aux règles énoncées à l'article 16.2.

L'aire extérieure de déchargement des fûts, l'aire de tri et de pompage des fûts, le sol sur lequel est implanté la chaîne de traitement des fûts, la fosse de récupération des solvants du poste de perçage et vidange des fûts et l'aire de mise en place du conteneur sous le broyeur pour récupération des broyats, doivent être étanches, bétonnées et former rétention de façon à pouvoir récupérer les produits accidentellement répandus. Elles doivent respecter les dispositions de l'article 16 du présent arrêté notamment en ce qui concerne le non-mélange des produits incompatibles.

#### **ARTICLE 55 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

Le poste de perçage et de vidange des fûts, d'une part, le poste de broyage des fûts, d'autre part, doivent être équipés d'une installation de captage des vapeurs de solvants d'un débit de 5 000 m<sup>3</sup>/h.

Une captation identique devra être également installée sur le poste de lavage des fûts en cas d'utilisation d'un produit de lavage susceptible de rejeter des vapeurs de solvants halogénés (exemple chlorure de méthylène).

Ces vapeurs doivent subir un traitement d'épuration avant rejet afin de respecter la norme de 150 mg/Nm<sup>3</sup> en composés organiques à l'exclusion du méthane dont 20 mg/Nm<sup>3</sup> pour les composés chlorés.

#### **ARTICLE 56 - PRÉVENTION DU BRUIT**

Les postes de traitement des fûts (perçage, vidange, broyage) ne pourront fonctionner que dans le respect notamment des règles définies au titre IV du présent arrêté.

Le travail pendant la période de nuit (de 22 heures à 6 heures) ne pourra avoir lieu qu'après le déroulement d'une campagne de mesures destinée à vérifier le respect des normes et après accord de l'Inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 57 - RÈGLES D'EXPLOITATION**

Le stockage des fûts entrants doit respecter les règles suivantes :

- les fûts sont stockés sur des aires délimitées et aménagées de façon à prévenir tout risque de pollution ou d'incendie. Il est interdit de stocker des fûts dans des capacités de rétention associées à des réservoirs ou sur des zones de dépotage ;

- les fûts réceptionnés doivent être fermés et en bon état. L'exploitant doit débarrasser l'aire de stockage de tout contenant fuyard dès sa détection et procéder à son reconditionnement immédiat ;

- la durée de stockage est limitée à 90 jours pour les fûts en attente de traitement et à 1 mois pour les fûts vides nettoyés ;

- l'empilement des fûts est limité à 3 hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état et à 2 hauteurs dans les autres cas. La stabilité mécanique du stockage doit être assurée ;

- le rangement est conçu pour permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de fûts. Il se fera de manière à regrouper les fûts par îlots de 4 palettes au maximum ou par rangées de 2 palettes au maximum ;

- un espace libre minimal de 1 mètre doit être maintenu à la périphérie du stockage.

#### **ARTICLE 58 - PRÉVENTION DES INCENDIES ET EXPLOSIONS**

Outre les moyens généraux, les moyens de prévention et de lutte contre les incendies et explosions doivent comprendre :

- un dispositif de détection incendie dans chacune des zones équipée d'un mur coupe-feu,

- un système automatique d'extinction incendie sur la trémie du broyeur, dans la fosse de récupération des broyats, et sur le poste de perçage des fûts.

### **TITRE X**

#### **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES**

#### **AU HANGAR DE STOCKAGE DES DTQD**

**ARTICLE 59 -** Le hangar de stockage des DTQD régénérés comprend :

- une aire sur laquelle est pratiqué le tri des lots de DTQD entrants et le reconditionnement des déchets destinés à être traités à l'extérieur,

- un dépôt pour le stockage des DTQD en attente d'enlèvement pour traitement à l'extérieur (capacité 940 m<sup>2</sup> - 140 tonnes),

#### **ARTICLE 60 - RÈGLES DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT**

Les parois extérieures et intérieures et la toiture doivent être en matériaux incombustibles. La stabilité au feu des structures porteuses est de degré 2 heures.

La toiture doit comporter sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. Doivent être intégrés à ces éléments des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle d'une surface minimale de 12 m<sup>2</sup>. La commande manuelle des exutoires doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

Les parois séparant l'aire de tri et chacun des deux dépôts doivent être coupe-feu de degré 2 heures. Les portes de communication intérieures et extérieures sont pare-flammes de degré 1 heure et munies de ferme-porte.

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point du hangar ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles et 25 mètres dans les parties du hangar formant cul de sac.

Le sol du hangar doit être étanche, former rétention, d'une capacité minimale de 50 % du volume total des récipients contenant des liquides et respecter les dispositions de l'article 16 notamment en ce qui concerne le non-mélange de produits incompatibles. En outre, la rétention du stockage des fûts de solvants régénérés doit être distincte de la rétention du stockage des DTQD.

Une ventilation naturelle ou forcée doit permettre une bonne aération des différents stockages de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif. Sa conception doit permettre d'éviter une propagation horizontale du feu.

## **ARTICLE 61 - RÈGLES D'EXPLOITATION**

Les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés dans une même cellule. Sont considérés comme incompatibles entre eux les produits qui, mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, un incendie ou une explosion, en particulier :

- les produits combustibles ou réducteurs d'une part, et les produits oxydants, d'autre part ;

- les acides, d'une part, et les bases, d'autre part, y compris les sels acides ou basiques susceptibles de réactions dangereuses.

Le stockage des DTQD et des solvants régénérés a lieu dans deux dépôts différenciés.

### **61.1 Dépôt DTOD**

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées. Les DTQD ne peuvent être stockés que conditionnés en récipients solides (fûts, containers...). Le stockage est constitué de blocs et doit respecter les règles suivantes :

- surface maximale des blocs au sol : 250 mètres carrés,
- hauteur maximale des blocs : 2 mètres,
- espaces entre blocs et parois et entre blocs : 1 mètre.

Un produit ne doit pas être entreposé plus de 90 jours et le stock total de produit doit être inférieur à tout moment aux quantités réceptionnées au cours des deux mois précédents.

**ARTICLE 62 - PRÉVENTION DES INCENDIES ET EXPLOSIONS**

Les moyens de prévention et de lutte contre les incendies et explosions doivent comprendre :

- un dispositif de détection incendie dans le dépôt de DTQD,
- des extincteurs de première intervention,

**TITRE XI**

**DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES**

**À L'ATELIER DE RÉGÉNÉRATION**

**ARTICLE 63 -** L'atelier de régénération des solvants usagés comprend 4 unités de régénération pouvant fonctionner en régime 3 x 8 heures :

- une unité d'évaporation sous vide d'une capacité de traitement de 2 100 kg/h,
- 3 unités de distillation d'une capacité de traitement de 1 000 à 2 200 kg/h,

chauffées par fluide caloporteur.

**ARTICLE 64 - RÈGLES DE CONSTRUCTION, D'AMÉNAGEMENT ET D'EXPLOITATION**

Les parois extérieures et intérieures et la toiture doivent être en matériaux incombustibles.

La toiture doit comporter sur une surface minimale de 2 m<sup>2</sup> des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle.

Le sol de l'atelier doit être étanche et former rétention.

Les unités de séparation de chacune des 4 unités de régénération doivent être inertées lors de la vidange de celles-ci et pendant toute la durée des arrêts.

A chacun des deux niveaux de l'atelier, il devra être installé un détecteur de LIE (Limite Inférieure d'Explosivité) de l'atmosphère ambiante déclenchant une alarme d'alerte et une détection incendie.

Les moyens spécifiques de lutte contre l'incendie comprennent un extincteur à poudre de 50 kg à chaque niveau.

Chaque culot de distillation produit par la régénération de chaque lot de solvant usé doit faire l'objet d'une analyse destinée à connaître sa teneur en chlore.

Aucun stockage de liquide inflammable, même temporaire, ne doit être effectué dans cet atelier.

## TITRE XII

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES

#### À L'UNITÉ D'INCINÉRATION

**ARTICLE 65 -** L'unité d'incinération est destinée à incinérer uniquement les culots non chlorés issus du traitement de régénération des solvants usagés effectué sur place.

Les culots chlorés (teneur en chlore  $\geq 1\%$ ) doivent être incinérés à l'extérieur dans une installation autorisée.

La dilution, avant incinération, de déchets à teneur supérieure à 1 % de chlore avec d'autres résidus peu ou pas chlorés de façon à obtenir une teneur inférieure à 1 % en chlore, est interdite.

L'installation est autorisée jusqu'au 1er janvier 2002 pour une puissance thermique maximale de 800 thermies/heure, pour une capacité maximale de traitement de 7 tonnes/jour et 1 500 tonnes/an et pour une durée d'utilisation de 20 000 heures..

#### **ARTICLE 66 -** CONDITIONS D'INCINÉRATION

Les conditions de réaction en termes de température, de temps de combustion et de taux d'oxygène devront être conçues de manière à garantir une incinération complète des déchets.

L'excès d'air sera réglé de façon à assurer une bonne combustion des déchets sans une trop grande dilution de l'effluent qui compromettrait l'efficacité du traitement d'épuration.



L'efficacité de la destruction sera contrôlée, d'une part, par la mesure en continu de la température d'incinération (article 69) et, d'autre part, par la détermination de la teneur en imbrûlés des gaz de combustion.

Les gaz de combustion devront être portés pendant au moins 2 secondes à une température au moins égale à 900°C.

#### **ARTICLE 67 - NORMES DE REJET**

Le volume de gaz émis sera mesuré dans les conditions normales de température et de pression : 0°C, 1 bar, et rapporté à 7 % de dioxyde de carbone, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur.

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne devront pas contenir plus de :

- 150 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières soit un flux journalier de 18 kg ;
- 100 mg/Nm<sup>3</sup> d'élément chlore (HCl + Cl<sub>2</sub>) soit un flux journalier de 12 kg ;
- 150 mg/Nm<sup>3</sup> de composés organiques à l'exclusion du méthane soit un flux journalier de 18 kg ;
- 5 mg/Nm<sup>3</sup> de métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Zn+Se+Te) ;
- 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> pour Hg et ses composés ;
- 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> pour Cd + Tl et leurs composés.

En outre le débit maximal des fumées est limité à 5 000 Nm<sup>3</sup>/h.

Dans un délai de trois mois, à la date de la notification de l'arrêté, une procédure définie par l'exploitant doit fixer la teneur limite des éléments métaux lourds-chlore à accepter, permettant d'atteindre les normes de rejet définies ci-dessus.

#### **ARTICLE 68 - CARACTÉRISTIQUES DE LA CHEMINÉE**

Les caractéristiques de la cheminée doivent être conformes aux prescriptions de la circulaire du 21 mars 1983, relative à l'incinération des déchets industriels. Sa hauteur est de 17 mètres.

La vitesse verticale ascendante d'émission des gaz de combustion devra être supérieure à 8 mètres par seconde.

La forme du conduit de fumée, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Elle doit permettre, de plus, d'effectuer des prélèvements et des mesures de la vitesse des gaz, elle doit notamment être pourvue d'orifices obturables et commodément accessibles permettant des mesures représentatives des émissions de poussières à l'atmosphère.

Les sections de mesure sont implantées et les conduits sont aménagés de façon à respecter les règles générales définies par la norme NF X 44-052.



## **ARTICLE 69 - AUTOSURVEILLANCE**

**69.1** Les paramètres suivants, caractéristiques d'une bonne combustion et de la qualité des émissions, doivent être contrôlés trimestriellement :

- **sur les gaz de combustion** : Enregistrement en permanence de la température obtenue sur la paroi intérieure de la chambre de combustion ou à proximité de cette paroi ;

- **sur les fumées rejetées** : contrôle pondéral des poussières, de l'élément chlore (chlore total gazeux), des métaux lourds et des composés organiques (concentrations et flux).

L'exploitant fera procéder à ces mesures une fois par an par un organisme agréé ou ayant reçu l'accord de l'Inspection des installations classées.

En outre, la durée de fonctionnement de l'incinérateur doit être enregistrée en permanence (nombre d'heures).

**69.2** Un contrôle annuel des caractéristiques des cendres et des poussières d'épuration sera effectué sur un lot représentatif constitué d'échantillons réalisés suivant une méthode normalisée. Le stock présent avant évacuation sera protégé de la pluie et des envols.

Les conditions d'exploitation de l'incinérateur devront être telles que la teneur en imbrûlés des cendres et poussières d'épuration n'excède pas 3 % de leur poids sec.

Les résultats de ces contrôles devront être transmis à l'Inspection des installations classées au cours du mois suivant leur détermination. Les contrôles périodiques devront être réalisés par des organismes tiers choisis après accord de l'Inspection des installations classées.

## **ARTICLE 70 - RÈGLES D'EXPLOITATION**

### **70.1 Dispositifs de traitement des gaz**

Un dispositif automatique doit permettre d'alimenter en réactifs les installations de traitement des gaz de combustion.

Le dispositif de récupération des résidus d'épuration doit être conçu de manière à éviter tout envol.

**70.2** L'entretien de l'installation d'incinération se fait soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage ou l'environnement ; cette opération porte le cas échéant sur les appareils de filtration ou d'épuration.

L'exploitant doit prendre toute mesure afin qu'une indisponibilité d'une source d'approvisionnement en énergie ne crée pas de danger et d'émission polluante supplémentaire. Une étude détaillée des installations à secourir en cas d'incident de ce type doit être tenue à jour.

L'installation d'incinération doit être conçue de manière à pouvoir faire l'objet d'un arrêt d'urgence, notamment en cas de panne du dispositif d'épuration des fumées. L'installation doit être munie d'un détecteur de flamme ou de tout autre dispositif de sécurité permettant de déceler une quelconque anomalie de fonctionnement dont le signal fera l'objet de l'exploitation appropriée.

Un cahier de fonctionnement de l'installation de combustion sera tenu journalièrement par l'exploitant et mis à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans ce cahier, seront consignés :

- les quantités de réactifs utilisés,
- les quantités de déchets incinérés en précisant la teneur en chlore,
- les quantités de résidus d'épuration obtenus,
- les résultats des contrôles de la marche de la combustion,
- les compte-rendus d'entretien,
- les observations particulières,
- les résultats des diverses analyses des effluents gazeux,
- les incidents de fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage ou de traitement des produits gazeux polluants et les dispositions prises pour y remédier.

Ces renseignements doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 années.

### TITRE XIII

#### ÉCHÉANCIER

**ARTICLE 71** - Sauf exceptions précisées ci-dessous, les prescriptions sont applicables dès la notification du présent arrêté.

**71.1** Les dispositions de l'article 25 relatives à la procédure d'acceptation des déchets sur le Centre doivent être mises en oeuvre dès notification du présent arrêté et, pour tous nouveaux déchets entrant sur le site, à compter du 1er septembre 1997.

**71.2** L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois dès la notification de l'arrêté, les résultats de l'étude visant à assurer le respect des prescriptions des articles 16.3 (bassin de récupération des eaux d'incendie), 42 et 52 (dispositif de lutte contre l'incendie) ainsi que le programme de réalisation. La mise en place de ces conclusions ne pourra être supérieure à 3 mois.

**71.3** Les dispositions précisées ci-dessous doivent être réalisées dans un délai de six mois dès la notification du présent arrêté :

- Articles 34 à 36 : Plan d'Opération Interne et règles générales de sécurité.

- Article 22 : plantations visant à l'imiter l'impact paysager depuis les maisons environnantes ou depuis la route nationale 83.

- Article 32.5 : étude relative à la protection contre la foudre des installations existantes.

- Article 60 : concernant la mise en conformité du hangar DTQD.

- Article 64 : - pour ce qui concerne la surface minimale de 2 m<sup>2</sup> des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle ;

- pour ce qui concerne la mise en place de détection de la LIE.

- Article 66 : pour ce qui concerne la mise en place de l'enregistrement en continu de la température d'incinération.

**71.4** Les dispositions des articles précisés ci-dessous sont applicables dans un délai de un an :

- Article 45.1 : vannes à sécurité positive - dispositif antisiphonnage.

- Article 49.1 : dispositif d'inertage à l'azote.

- Article 49.2 : dispositif de captage des vapeurs lors du chargement des véhicules citernes.

- Article 48 : essais hydrauliques visant à s'assurer de l'étanchéité des rétentions.

**ARTICLE 72** - L'extension du dépôt en cuves de solvants usagés à 945 m<sup>3</sup> et la création du dépôt spécifique en cuves de solvants régénérés doivent être effectuées en conformité intégrale et immédiate avec les prescriptions du présent arrêté.

L'achèvement des mises en conformité de l'établissement avec les dispositions de l'article 71.1, 71.2, 71.3 constitue un préalable à la mise en service desdites extensions.

La mise en conformité intégrale du hangar à fûts avec les prescriptions décrites au titre IX doit accompagner toute extension en surface dudit dépôt et être préalable à toute augmentation de l'activité correspondante.

## TITRE XIV

### DISPOSITIONS À CARACTÈRE ADMINISTRATIF

#### **ARTICLE 73 - ANNULATION ET DÉCHÉANCE**

La présente autorisation cessera de porter effet si les installations ne sont pas mises en service dans le délai de trois ans ou si leur exploitation a été interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### **ARTICLE 74 - PERMIS DE CONSTRUIRE**

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

#### **ARTICLE 75 - CODE DU TRAVAIL**

L'exploitant doit se conformer, par ailleurs, aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

#### **ARTICLE 76 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

#### **ARTICLE 77 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché, de façon visible, en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire duquel est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services préfectoraux, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

#### **ARTICLE 78 - DÉLAI ET VOIE DE RECOURS (article 14 de la Loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée).**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### **ARTICLE 79 - EXÉCUTION ET AMPLIATION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura, M. le Maire de BEAUFORT, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :


M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté - subdivision de LONS LE SAUNIER,

- . M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- . M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- . M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- . M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,
- . M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- . M. le Directeur Départemental de la Défense et de la Protection Civile,
- . M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- . M. le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie du Jura.
- . Messieurs les Maires de ORBAGNA, MAYNAL, ROTALIER, VERCIA.

Fait à LONS LE SAUNIER, le 14 MARS 1997

LE PRÉFET,

Pour ampliation,  
Pour le Préfet,  
et par délégation,  
l'Attaché Chef de Bureau.

  
Michèle GRÉA



Marc CABANE

# ANNEXE 1

BÂTIMENT OU IMPLANTATION	DESCRIPTION DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE CONCERNÉE	RÉGIME DE CLASSEMENT
Dépôts aériens de solvants	2 dépôts aériens en cuves assurant le transit et le regroupement de solvants chlorés et non chlorés à base de liquides inflammables de 1ère catégorie, constitués de : - 1 dépôt de solvants usagés d'une capacité de 945 m³ - 1 dépôt de solvants régénérés d'une capacité de 545 m³	167 a 253/1430 B	Autorisation Autorisation
Aire de transfert	1 poste de déchargement de véhicule citerne associé au dépôt de 945 m³ 1 poste de chargement de véhicule citerne associé au dépôt de 545 m³	1434.2	Autorisation
Hangar à fûts	1 atelier de 1600 m² de transit, regroupement et traitement de déchets industriels à base de solvants chlorés ou non chlorés en fûts d'un niveau maximal d'activité de 12 500 t/an et 57 500 fûts/an. La capacité totale de stockage maximale est de 5 000 fûts. La quantité de liquides inflammables de 1ère catégorie stockée est au maximum de 100 m³. Cet atelier comprend : - 1 installation de lavage des fûts à l'eau ou au chlorure de méthylène. - 1 chaîne de traitement comprenant perçage - vidange et broyage des fûts. - 1 aire de remplissage et de stockage de fûts en solvants régénérés.	167.a  253/1430 B  1175.2 167 C 1434.1. b	Autorisation  Déclaration  Déclaration Autorisation Déclaration



BATIMENT OU IMPLANTATION	DESCRIPTION DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE CONCERNÉE	RÉGIME DE CLASSEMENT
Hangar de DTQD	Un hangar de 1 300 m <sup>2</sup> de tri, regroupement et stockage des déchets industriels et ménagers spéciaux : - la quantité de déchets présente étant inférieure à 140 tonnes - la quantité de déchets toxiques au sens de la nomenclature des installations classées étant supérieure à 100 kg sans dépasser les seuils visés par les rubriques 1100 à 1189.	167.a/322.A  1190	Autorisation  Déclaration
Atelier de régénération	- Un atelier de traitement des solvants usagés chlorés et non chlorés par évaporation et distillation dont le niveau d'activité est limité à 15 000 t/an, chauffé par fluide caloporteur d'une capacité de 250 l. - Une aire de déchargement de véhicules citernes associée dite "aire de filière directe".	167-C 1433.3 2915.2 1434.1.b	Autorisation Déclaration Déclaration Déclaration
Incinérateur	Incinération des culots issus de la régénération des solvants présentant une teneur en chlore ≤ à 1 %. L'activité est limitée à 1 500 t/an.	167-C	Autorisation
Laboratoire	Emploi et stockage de substances ou préparations toxiques ou très toxiques par détermination et analyses limité à 100 kg	1190-1	Déclaration
Groupe EJP	Production d'électricité par moteur thermique d'une capacité de ≈ 1,2 MW	Non classable	